

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1993-1994

18 MAI 1994

Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux

RAPPORT

**FAIT AU NOM
DES COMMISSIONS REUNIES
DE LA SANTE ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'AGRICULTURE
ET DES CLASSES MOYENNES
PAR M. MATTHIJS**

Ont participé aux travaux des commissions réunies :

Commission de la Santé publique et de l'Environnement :

1. Membres effectifs : MM. Diegenant, président; Arts, Mmes Cornet d'Elzuis, Creyf, MM. Cuyvers, De Meyer, Dighneef, Evrard, Mme Gijbrechts-Horckmans, MM. Happart, Lahaye, Lenfant, Leroy, L. Martens, Meesters, Poulain, Swinnen, Timmermans et Mme Van der Wildt.

2. Membres suppléants : MM. Beerden et Matthijs, rapporteur.

Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes :

1. Membres effectifs : MM. Houssa, président; Beerden, Bock, Bouchat, Capoen, De Meyer, de Seny, Happart, Lahaye, Leroy, Maertens, Timmermans, Vanhaverbeke, Verberckmoes, Verlinden et Matthijs, rapporteur.

2. Membres suppléants : Mmes Cahay-André, Cornet d'Elzuis, M. Cuyvers, Mme Gijbrechts-Horckmans, MM. Lenfant, Meesters et Mme Van der Wildt.

R. A 16566*Voir :***Document du Sénat :****1050-1** (1993-1994) : Projet transmis par la Chambre des représentants.**BELGISCHE SENAAT**

ZITTING 1993-1994

18 MEI 1994

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale of antihormonale werking

VERSLAG

**NAMENS DE VERENIGDE COMMISSIES
VOOR DE VOLKSGEZONDHEID
EN HET LEEFMILIEU EN VOOR
DE LANDBOUW EN DE MIDDENSTAND
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER MATTHIJS**

Aan de werkzaamheden van de Verenigde Commissies hebben deelgenomen :

Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu :

1. Vaste leden : de heren Diegenant, voorzitter; Arts, de dames Cornet d'Elzuis, Creyf, de heren Cuyvers, De Meyer, Dighneef, Evrard, mevr. Gijbrechts-Horckmans, de heren Happart, Lahaye, Lenfant, Leroy, L. Martens, Meesters, Poulain, Swinnen, Timmermans en mevr. Van der Wildt.

2. Plaatsvervangers : de heren Beerden en Matthijs, rapporteur.

Commissie voor de Landbouw en de Middenstand :

1. Vaste leden : de heren Houssa, voorzitter; Beerden, Bock, Bouchat, Capoen, De Meyer, de Seny, Happart, Lahaye, Leroy, Maertens, Timmermans, Vanhaverbeke, Verberckmoes, Verlinden en Matthijs, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de dames Cahay-André, Cornet d'Elzuis, de heer Cuyvers, mevr. Gijbrechts-Horckmans, de heren Lenfant, Meesters en mevr. Van der Wildt.

R. A 16566*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :****1050-1** (1993-1994) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

I. EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE L'AGRICULTURE

Depuis la parution de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux, il y a eu une grande évolution dans le choix et les techniques d'administration des substances interdites.

Il convenait donc d'adapter la législation à cette évolution.

Une légère modification à la loi de 1985 a été apportée par la loi du 6 août 1993. Celle-ci a inséré des dispositions plus strictes dans la loi de base du 15 juillet 1985 tendant à réprimer l'utilisation illégale d'hormones. Ces modifications ont été apportées à l'initiative de plusieurs sénateurs et en étroite collaboration avec le Gouvernement.

Ces modifications ne suffisent toutefois pas. Le Gouvernement est conscient du problème. Les modifications aux lois de 1921 et de 1985 figurent parmi les principaux éléments du plan de qualité totale des expertises et contrôles dans le secteur des denrées alimentaires, tel qu'il a été présenté, le 2 juin 1993, par le ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture et par le ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement devant les commissions réunies.

En ce qui concerne le point le plus urgent, à savoir la modification de la loi du 24 janvier 1921 concernant le trafic de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques, le Gouvernement a déposé à la Chambre des représentants un projet de loi, qui y a été adopté et qui a pour objet essentiel d'alourdir les peines.

Le Gouvernement estime qu'il est nécessaire de modifier rapidement la loi sur les hormones sur d'autres points encore. La Commission européenne a l'intention d'adapter la directive sur les hormones, ce qui constitue une raison supplémentaire d'améliorer dès à présent notre législation dans le cadre de ce débat. Il ne serait pas raisonnable d'attendre le résultat de ces initiatives européennes.

On constate aujourd'hui sur le terrain que des médicaments à effet répartiteur sont utilisés abusivement pour l'engraissement, alors que cet usage impropre est déjà interdit par l'arrêté royal du 5 février 1990. Cet arrêté devrait être mieux intégré à la législation sur les hormones. On profite de cette occasion pour régler l'utilisation de toutes les substances visant à stimuler la production.

I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN VAN DE MINISTER VAN DE KLEINE EN MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN EN LANDBOUW

Sinds het verschijnen van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale en antihormonale werking, is er een grote evolutie geweest in de keuze en de toedieningstechnieken van de verboden stoffen.

Het was dus nodig de wetgeving aan deze evolutie aan te passen.

Een kleine aanpassing aan de wet van 1985 werd uitgevoerd door de wet van 6 augustus 1993. Deze heeft de basiswet van 15 juli 1985 tot beteugeling van het illegale hormongebruik verstrengd. Deze aanpassing kwam er op initiatief van enkele senatoren en in nauwe samenwerking met de Regering.

Nochtans volstaan deze aanpassingen niet. De Regering is zich van deze problematiek bewust. In het plan voor de totale kwaliteit van de keuringen en controles in de sector van de eetwaren, zoals op 2 juni 1993 voorgesteld in gezamenlijke commissie door de minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw en door de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu, zijn twee van de belangrijkste elementen de wijzigingen van de wetten van 1921 en 1985.

Wat betreft het meest dringende, namelijk de aanpassing van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, heeft de Regering bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een wetsontwerp laten aannemen dat hoofdzakelijk tot doel heeft de straffen te verzwaren.

De Regering is de mening toegedaan dat een snelle bijkomende verbetering van de hormonenwet nodig is. Op Europees niveau is er een plan van de E.G.-Commissie om de hormonenrichtlijn aan te passen. Dit is een reden te meer om in het kader van die discussie nu reeds onze Belgische wetgeving sluitend te maken. Vandaag wachten op de uitkomst van deze Europese initiatieven is niet verantwoord.

Op het terrein wordt vastgesteld dat geneesmiddelen met herverdelende werking oneigenlijk gebruikt worden in de vermesting. Dit oneigenlijk gebruik is reeds verboden door het koninklijk besluit van 5 februari 1990 doch dit zou beter geïntegreerd worden in de bestaande hormonenwetgeving. Van deze gelegenheid wordt gebruik gemaakt om het gebruik van alle produktiestimulerende stoffen te regelen.

La recherche scientifique ne cesse en effet de progresser et le Gouvernement veut avoir les moyens, si l'on constate l'utilisation d'un nouveau produit, d'inscrire ce dernier sur une liste permettant d'appliquer les sanctions sévères prévues par la loi relative à l'utilisation des substances à effet hormonal.

Cette manière de procéder devrait convaincre les engraisseurs et leurs fournisseurs que les pouvoirs publics sont décidés à bannir l'utilisation de substances artificielles de l'engraissement du bétail. Le fait de savoir que l'application des peines sévères sera beaucoup plus rapide qu'elle ne l'est actuellement en cas d'utilisation de substances bêta-agonistes aura un effet dissuasif.

Il est également proposé d'affiner la procédure du prélèvement et du contrôle des exploitations. Il faut absolument pouvoir garantir que l'ensemble du troupeau est exempt d'hormones au moment où les animaux sont remis en liberté. La perception effective des frais d'analyse exposés si au moins un animal est reconnu positif devrait également avoir un effet dissuasif. C'est une sanction qui produit immédiatement ses effets et qui pénalise lourdement les grands élevages sur le plan financier. Une seule analyse coûte en effet actuellement quelque 12 000 francs.

Le Gouvernement a l'intention formelle d'accroître l'efficacité de la lutte contre le fléau des hormones en alourdissant les peines applicables. Actuellement, les emprisonnements d'un mois ne sont plus exécutés. Or, la combinaison d'une privation de liberté et de sanctions économiques est indispensable pour obtenir un véritable effet dissuasif.

Aussi, les peines minimales doivent-elles être adaptées afin que toute condamnation donne lieu à l'application d'une sanction réelle.

Le Gouvernement a la conviction qu'en améliorant la loi de 1985 sur les hormones, qui est une bonne loi, le présent projet de loi fera comprendre clairement, tant aux tribunaux qu'à la mafia des hormones, que le législateur n'entend pas capituler en cette matière. Elle devrait redonner courage à tous les serviteurs de l'Etat qui, jour après jour, s'emploient à combattre ce fléau moderne.

Voici les modifications que le présent projet apporte à la loi de 1985 :

1. Le champ d'application de la loi est étendu aux substances à effet bêta-adrénergique ainsi qu'à toute substance déterminée par le Roi. Cette disposition permettra d'agir plus rapidement en cas d'apparition de nouvelles substances utilisées frauduleusement et à des fins d'augmentation de la production;

2. Le contrôle dans les exploitations sera étendu à tous les animaux à l'engraissement détenus dans cette

Het wetenschappelijk onderzoek staat immers niet stil en de Regering wil de middelen hebben om, indien men vaststelt dat een nieuw produkt gebruikt wordt, het onmiddellijk op een lijst te brengen waardoor de zware bestrafing voorzien in de hormonenwet mogelijk wordt.

Deze werkwijze moet de vetmesters en hun toelevanciers ervan overtuigen dat het de overheid ernst is om het gebruik van kunstmatige stoffen in de vetmesting te bannen. Het zal een afschrikwekkend effect hebben indien men weet dat de zware bestrafing niet zo lang zal uitblijven dan heden met de beta-agonisten het geval is.

Er wordt ook voorgesteld de procedure voor monsterneming en controle op de bedrijven te verfijnen. Volledige garantie moet worden geboden dat de gehele veebeslag vrij van hormonen is op het moment dat de dieren terug worden vrijgegeven. De effectieve inning van de gemaakte ontledingskosten, indien ten minste één dier positief wordt bevonden, moet ook afschrikkend werken. Het is een sanctie die, voor de grote vetmesterijen, onmiddellijk effect sorteert en een zware financiële straf betekent. Een analyse kost nu immers ongeveer 12 000 frank.

Het is de uitdrukkelijke wil van de Regering de beteugeling van de hormonenplaag effectiever te maken door de straffen te verzwaren. Een gevangenisstraf van één maand wordt thans niet meer uitgevoerd. Nochtans is een koppeling van vrijheidsberoving en economische sancties blijvend noodzakelijk om een echt afschrikkingseffect te bekomen.

Daarom moeten de minimumstraffen worden aangepast opdat de veroordeling in elk geval aanleiding geeft tot een reële straf.

De Regering is ervan overtuigd dat dit wetsontwerp, door voort te bouwen op de goede hormonenwet van 1985, het juiste signaal geeft zowel naar de rechtbanken als naar de hormonenmafia toe dat de wetgever in deze materie niet wenst te capituleren. Het moet een hart onder de riem zijn voor alle overheidsdienaars die zich dagelijks plichtsbewust inzetten om deze moderne plaag te bestrijden.

De wijzigingen die het wetsontwerp aanbrengt in de wet van 1985 zijn de volgende:

1. Het toepassingsgebied van de wet wordt uitgebreid tot de stoffen met beta-adrenergische werking en alle andere door de Koning vastgestelde stoffen. Deze bepaling zal het mogelijk maken sneller te handelen wanneer blijkt dat nieuwe stoffen frauduleus worden gebruikt met het oog op de produktieverhoging.

2. De controle in de bedrijven zal worden uitgebreid tot alle mestdieren die in het bedrijf worden

exploitation. En cas d'échantillons positifs, tous les frais de prélèvement et d'analyse seront à la charge des détenteurs;

3. Les animaux reconnus positifs pour certaines substances déterminées par la loi (thyrostatiques, stilbènes, substances à effet œstrogène, androgène et gestagène) seront systématiquement détruits et ne pourront dès lors plus entrer dans le circuit de la consommation humaine;

4. Une interdiction de commercialisation d'animaux pour un terme de un mois (trois mois en cas de récidive) sera édictée pour toute exploitation dans laquelle l'utilisation illégale de substances interdites aura été mise en évidence;

5. Afin d'augmenter les contrôles, des vétérinaires agréés pourront être désignés afin de renforcer les effectifs compétents dans le cadre de la lutte contre l'utilisation d'hormones à des fins d'engraissement;

6. Les peines prévues en cas d'infraction à la loi ont été portées à six mois et/ou 6 000 francs pour le minimum et à cinq ans et/ou 120 000 francs (à multiplier par 100) pour le maximum;

7. De plus, seront insérées dans la loi des dispositions permettant à la justice de fermer les exploitations du responsable des infractions et de confisquer les biens acquis au moyen de revenus de provenance illégale;

8. Afin de remonter les filières de distribution des substances illégales, des possibilités de réduction de peines ont été prévues pour les personnes dont les renseignements auront permis de découvrir le fournisseur des substances incriminées;

9. Des dispositions concernant l'utilisation et le commerce des substances à effet hormonal, à effet antihormonal ou à effet bêta-adrénergique ont aussi été intégrées dans la loi relative au blanchiment des capitaux.

L'application de ces nouvelles dispositions — si elles sont également adoptées par le Sénat — renforcera les mesures déjà prises pour combattre le phénomène du trafic d'hormones et de leur administration aux animaux.

II. DISCUSSION GENERALE

Un membre se dit satisfait du projet de loi en discussion. Il estime nécessaire de prendre des mesures de lutte contre la mafia des hormones, surtout du point de vue de la santé publique.

En effet, le projet de loi traite principalement des produits stimulateurs de croissance. Il est clair, toutefois, que le problème ne se limite pas à ce seul aspect. Les rapports de l'Institut d'hygiène et

gehouden. In geval van positieve resultaten komen alle kosten van monsternamen en analyse ten laste van de houders.

3. De dieren die positief bevonden worden voor bepaalde, door de wet vastgelegde stoffen (thyreostatica, stilbenen, stoffen met oestrogene, androgene en gestagene werking) zullen systematisch vernietigd worden en zullen dus niet meer in het circuit voor menselijke consumptie kunnen terechtkomen.

4. Er zal een commercialiseringsverbod van dieren voor een periode van 1 maand (3 maanden in geval van herhaling) worden uitgevaardigd tegen ieder bedrijf waar het illegaal gebruik van verboden stoffen in het daglicht werd gesteld.

5. Ten einde de controles te verhogen zullen erkende dierenartsen worden aangesteld om het personeel te versterken dat bevoegd is voor de strijd tegen het gebruik van hormonen met vetmestingsdoeleinden.

6. De voorziene straffen in geval van inbreuk op de wet werden tot minimum 6 maanden en/of 6 000 frank en tot maximum 5 jaar en/of 120 000 frank (met 100 te vermenigvuldigen) gebracht.

7. Verder werden bepalingen in de wet opgenomen waardoor Justitie de mogelijkheid krijgt om de bedrijven van de verantwoordelijke die in overtreding is te sluiten en om de goederen die door middel van illegale inkomens werden verworven, in beslag te nemen.

8. Om de distributienetten van illegale stoffen te kunnen opsporen werd in een mogelijkheid tot strafvermindering voorzien voor personen die informatie verstrekken waardoor de leverancier van illegale stoffen kan worden opgespoord.

9. Bepalingen met betrekking tot het gebruik en de verhandeling van stoffen met hormonale antihormonale of beta-adrenergische werking werden ook ingevoegd in de wet betreffende het witwassen van kapitaal.

De toepassing van deze nieuwe bepalingen zal, indien ze door de Senaat worden aangenomen, de maatregelen versterken die reeds getroffen werden met het oog op de bestrijding van zowel de hormonenhandel als de toediening van hormonen bij dieren.

II. ALGEMENE BESPREKING

Een lid spreekt zijn voldoening uit over dit wetsontwerp. Hij vindt dat het vooral vanuit het oogpunt van de volksgezondheid, noodzakelijk is maatregelen te treffen om de hormonenmafia te bestrijden.

Het wetsontwerp handelt voornamelijk over de groeistimulerende producten. Het is evenwel duidelijk dat de problematiek hiertoe niet beperkt blijft. De rapporten van het Instituut voor Hygiëne en Epide-

d'épidémiologie qui sont transmis à l'Union européenne révèlent également des pratiques abusives en matière de médicaments.

L'intervenant se demande si les pouvoirs publics ont une idée suffisamment claire de la façon dont ces substances arrivent sur le marché. Une part importante du revenu des vétérinaires provient de la vente de médicaments. Ils peuvent accroître leur revenu en en prescrivant davantage. L'industrie pharmaceutique signale également qu'environ la moitié des médicaments pour animaux, y compris les préparations à base d'hormones, viennent de l'étranger. Il s'avère que l'acheminement au départ de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, notamment, peut se faire sans grand contrôle.

Le commissaire n'est pas convaincu que les mesures proposées soient suffisamment dissuasives à l'égard des engraisseurs et des vétérinaires liés à l'industrie fourragère. Il se demande, par ailleurs, si les sanctions économiques préconisées sont suffisamment lourdes et s'il ne conviendrait pas d'exclure totalement du secteur les récidivistes, par le biais d'une interdiction professionnelle.

Enfin, le membre demande au ministre si l'Institut d'expertise vétérinaire est suffisamment puissant pour collaborer à la mise en œuvre des mesures proposées par le projet.

L'intervenant suivant s'interroge sur la manière dont on pourra mettre en concordance les dispositions du projet et les dispositions des directives européennes en la matière, qui ne sont prévues que pour la fin de 1994.

Cet intervenant demande si le produit clenbuterol sera interdit par la loi en projet. Il demande, en outre, si le projet de loi règle l'enregistrement et le contrôle de tous les producteurs, importateurs et distributeurs de produits jugés nocifs.

Il voudrait savoir également où en est la coopération entre les départements de la Santé publique et de l'Agriculture pour ce qui est du contrôle.

Il se demande s'il ne convient pas de fixer le montant des amendes prévues en fonction de la capacité financière des contrevenants à la loi. Il souhaite également que l'on affecte le produit de ces amendes au financement des contrôles. Il n'est guère partisan d'une réduction des peines en faveur des « dénonciateurs » (art. 14, § 5). Il estime qu'il convient d'éviter autant que possible de se servir de la technique qui consiste à recourir à ceux-ci.

Un autre commissaire constate que la législation en vigueur est lacunaire en ce qui concerne la répression de l'utilisation de produits hormonaux ou autres dont l'administration à des animaux est interdite. Il n'est pas convaincu que l'alourdissement des peines

miologie die aan de Europese Unie worden overgezonden, brengen ook op het vlak van de geneesmiddelen wanpraktijken aan het licht.

De interveniënt vraagt zich af of de overheid voldoende zicht heeft op de wijze waarop deze stoffen op de markt komen. Een belangrijk deel van het inkomen van de dierenartsen spruit voort uit de verkoop van geneesmiddelen. Door het voorschrijven van meer geneesmiddelen kunnen zij hun inkomen vergroten. De farmaceutische nijverheid wijst er ook op dat ongeveer de helft van de diergeneesmiddelen, inclusief de hormonenpreparaten, vanuit het buitenland ons land wordt binnengebracht. Met name vanuit Centraal- en Oost-Europa blijkt dit zonder veel controles te kunnen.

Het commissielid is er niet van overtuigd dat het afschrikkend effect van de voorgestelde maatregelen voldoende efficiënt zal zijn ten opzichte van de afmesters en de veeartsen verbonden aan de veevoederindustrie. Spreker vraagt zich overigens af of de in het vooruitzicht gestelde economische sancties wel voldoende zwaar zijn en of de recedivisten niet helemaal uit de sector moeten worden gesloten door middel van een beroepsverbod.

Tenslotte wenst het lid van de minister te vernemen of het Instituut voor Veterinaire Keuring een voldoende krachtig instrument is om mee te werken aan de in het ontwerp voorgestelde maatregelen.

Een volgende spreker maakt zich zorgen over de manier waarop de in het ontwerp opgenomen bepalingen enerzijds en de Europese richtlijnen in deze materie, die pas tegen eind 1994 worden verwacht, anderzijds, met elkaar in overeenstemming kunnen worden gebracht.

Deze interveniënt vraagt of het produkt clenbuterol door het ontwerp zal worden verboden. Voorts wil hij weten of het wetsontwerp de registratie en de controle regelt van alle producenten, invoerders en verdelers van schadelijk geachte produkten.

Verder wenst de spreker te horen hoe het staat met de samenwerking inzake de controles tussen de departementen Volksgezondheid en Landbouw.

Het commissielid vraagt zich af of de voorziene boetes niet dienen te worden bepaald in functie van de financiële draagkracht van de wetsovertreders. Het lid wenst ook dat de opbrengst van deze boetes zou worden aangewend ter financiering van de controles. Spreker voelt overigens niet veel voor de strafvermindering voor de « verklikkers » (art. 14, § 5). Hij is van oordeel dat deze techniek zo veel mogelijk dient te worden vermeden.

Een ander commissielid stelt vast dat de bestaande wetgeving faalt inzake de verdringing van hormonale of andere produkten waarvan de toediening aan dieren is verboden. De interveniënt is er niet van overtuigd dat het verzwaren van de strafmaat noodza-

produise nécessairement de meilleurs résultats. Selon lui, les avis sont du reste partagés quant au caractère nocif ou non d'un certain nombre de produits. Les hormones naturelles, par exemple, ne poseraient aucun problème. Le ministre peut-il indiquer, par catégorie de produits, lesquels sont nocifs et lesquels ne le sont pas?

L'intervenant rappelle qu'à la suite de l'évolution permanente du mode d'administration de produits aux animaux, il devient de plus en plus difficile de détecter les résidus de ces produits. Un grand nombre de nouveaux produits ne pourront pas être dépistés. Le législateur risque donc d'être constamment dépassé par la réalité.

L'intervenant craint qu'une dénonciation n'entraîne la fermeture injustifiée de certaines entreprises d'élevage ou n'entrave leur exploitation. Il considère, par ailleurs, que les vétérinaires qui n'ont pas leur propre pratique sont seuls à être suffisamment indépendants pour pouvoir procéder à des contrôles sereinement et avec une certaine chance de succès.

Il estime également que l'interdiction radicale d'employer certains produits rendra leur commerce plus lucratif et, par voie de conséquence, l'encouragera. On peut se demander, dès lors, s'il n'existe pas de méthodes plus efficaces de lutte contre les produits interdits. Les membres de la mafia des hormones sont connus nommément. Cela ne semble pas empêcher les intéressés de poursuivre leurs activités.

C'est pourquoi le commissaire pense qu'il ne doit pas être si difficile de découvrir qui sont les producteurs. Il craint que l'on continue à l'avenir à ne pouvoir saisir que les lampistes et que le trafic se poursuive sans entrave.

L'intervenant aimerait obtenir des ministres tous les renseignements et arguments susceptibles de le convaincre que les mesures prises sont les plus efficaces pour lutter contre l'administration à des animaux de substances interdites à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet bêta-adrénérgique et à effet stimulateur de production.

Un autre membre demande une définition de la notion de «substances à effet stimulateur de production». Selon lui, elle peut englober les aliments ordinaires. Il ne peut pas entrer dans les intentions du législateur d'interdire l'administration d'aliments inoffensifs au bétail.

L'intervenant suivant demande dans quelle mesure la loi en projet sera applicable aussi à la viande importée dans notre pays, sous quelque forme que ce soit. Il aimerait savoir également quelles sont les conséquences de l'ouverture des frontières extérieures de l'Union européenne à la suite des accords du G.A.T.T. et si les animaux, la viande et les produits de viandes importés offrent au consommateur les

kelijkerwijze tot betere resultaten zal leiden. Hij stelt dat er voor een aantal produkten overigens geen eensgezindheid bestaat over het feit of ze al dan niet schadelijk zijn. Natuurlijke hormonen bijvoorbeeld zouden geen problemen veroorzaken. Kan de minister per categorie van produkten aanduiden welke produkten schadelijk zijn en welke niet?

Het lid herinnert eraan dat door de voortdurende evolutie in de wijze waarop produkten aan de dieren worden toegediend, het steeds moeilijker wordt resten van die produkten op te sporen. Een groot aantal nieuwe produkten zullen niet kunnen worden opgespoord. De wetgever dreigt dus permanent achter de feiten aan te hollen.

De spreker vreest dat tengevolge van verklanking bepaalde veebedrijven onterecht gesloten of in hun exploitatie gehinderd zullen worden. Het lid is voorts van oordeel dat alleen dierenartsen die persoonlijk geen eigen praktijk hebben, voldoende onafhankelijk zijn om op serene wijze en met enige kans op resultaat controles te kunnen uitvoeren.

De interveniënt is ook van mening dat het radicale verbod op het gebruik van sommige produkten de handel erin lucratiever maakt en bijgevolg aanmoedigt. De vraag rijst dan ook of er geen efficiëntere methoden bestaan in de strijd tegen de verboden produkten. Degenen die van de hormonenmafia deel uitmaken, zijn bekend met naam en toenaam. Dit blijkt voor de betrokkenen geen beletsel om hun activiteiten voort te zetten.

Het commissielid denkt dat het bijgevolg niet zo moeilijk moet zijn te achterhalen wie de producenten zijn. Hij vreest dat ook in de toekomst alleen de kleine garnalen zullen kunnen worden gevat en dat de handel ongehinderd zal kunnen blijven bestaan.

Spreker zou graag van de ministers alle informatie en argumenten vernemen die hem ervan kunnen overtuigen dat de genomen maatregelen de meest efficiënte zijn om het toedienen van verboden stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of produktie-stimulerende werking aan dieren te bestrijden.

Een ander lid wenst een omschrijving van het begrip «stoffen met produktie-stimulerende werking». Volgens het lid kunnen daaronder ook de gewone voedingsmiddelen vallen. Het kan niet de bedoeling van de wetgever zijn het toedienen van onschadelijk voedsel aan vee te verbieden.

Een volgende spreker stelt de vraag in welke mate het wetsontwerp ook van toepassing is op het in ons land onder welke vorm dan ook ingevoerde vlees. Graag wilde het lid ook weten welke de consequenties zijn van het openen van de buitengrenzen van de Europese Unie als gevolg van de G.A.T.T.-akkoorden en of de consument dezelfde waarborgen voor de kwaliteit van ingevoerde dieren, ingevoerd vlees en

mêmes garanties de qualité que les produits de viandes du pays, qui seront soumis aux dispositions de la loi en projet. Si la réponse est négative, on peut, selon l'intervenant, parler de concurrence déloyale de la part des éleveurs. La liste des substances interdites ou autorisées et des tolérances en matière de résidus est-elle actuellement la même dans tous les pays de l'Union européenne?

Un membre estime que la meilleure façon de favoriser la production, le commerce et la consommation de viandes sans hormones est de mener aussi intensément que possible la lutte contre la mafia des hormones. C'est nécessaire pour que l'on puisse garantir la santé publique et une concurrence loyale. L'intervenant demande si l'on dispose de chiffres indiquant une chute des ventes de viandes belges dans notre pays et à l'étranger depuis l'éclatement des « scandales hormonaux » dans le secteur.

Il s'associe à la demande du préopinant et insiste, pour sa part, sur le développement de tests permettant d'effectuer des contrôles sur les viandes importées. Il prie également les ministres de faire les efforts nécessaires pour obtenir que les normes de la directive européenne qui est en préparation soient aussi strictes que celles de notre législation nationale.

Enfin, le membre met en garde contre un éventuel abus de la possibilité de réduire les peines. Le contrevenant, poussé dans ses derniers retranchements, risque *in extremis* de dénoncer, au moment où il risque d'être arrêté, plusieurs autres contrevenants en vue d'obtenir une réduction de sa propre peine.

Réponses des ministres

En réponse à la question de savoir si le contrôle de la vente des substances visées par le projet de loi en discussion est suffisant, le ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement rappelle à la commission une déclaration antérieure dont voici les termes :

L'Inspection pharmaceutique vérifie le commerce en médicaments vétérinaires. Toutefois, il est vrai que le cadre de l'Inspection — 16 personnes — peut être considéré comme trop réduit. Pour cette raison, il a été décidé de le renforcer par 4 inspecteurs supplémentaires.

Le ministre ajoute que la formule du registre chez les pharmaciens, les grossistes et les vétérinaires a été d'ores et déjà décidée par arrêté royal. En plus, un système de registres à tenir par les fermiers est à l'étude.

En ce qui concerne les critiques sur l'Institut d'expertise vétérinaire, le ministre se réfère aux chiffres d'analyses faites par l'Institut durant le premier trimestre de 1994. Il en résulte que, dans les abattoirs,

ingévoerde vleesprodukten heeft als voor de kwaliteit van inlandse vleesprodukten die aan de bepalingen van het wetsontwerp zijn onderworpen. Zo dit niet het geval is, dan is er volgens de spreker sprake van concurrentievervalsing in hoofde van de veehouders. Is de lijst van de verboden c.q. toegelaten stoffen en de residutoleranties op dit moment dezelfde in alle landen van de Europese Unie?

Een lid meent dat de beste manier om de produktie, handel en verbruik van hormonen vrij vlees te bevorderen, erin bestaat de strijd tegen de hormonenmafia zo intens mogelijk te voeren. Zowel om redenen van volksgezondheid, als om redenen van eerlijke concurrentie is dit noodzakelijk. Spreker vraagt of er cijfers beschikbaar zijn waarmee een daling in de afzet van Belgisch vlees in binnen- en buitenland bij het bekend raken van de hormonenschandalen in de sector kan worden aangetoond.

De interveniënt sluit zich aan bij de vraag van de vorige spreker en dringt van zijn kant aan op het ontwikkelen van testen om controles te kunnen uitvoeren op ingevoerd vlees. Tevens verzoekt hij de ministers de nodige inspanningen te doen opdat de normen van de Europese richtlijn die in voorbereiding is, even streng zouden zijn als die van onze nationale wetgeving.

Het lid waarschuwt ten slotte voor een eventueel misbruik van de mogelijkheid tot strafvermindering. De kans bestaat dat een in het nauw gedreven overtreder, *in extremis*, net vóór hij riskeert te worden opgepakt, een aantal anderen verklikt teneinde zelf strafvermindering te bekomen.

Antwoorden van de ministers

In antwoord op de vraag of de controle op de verkoop van de door dit wetsontwerp beoogde substanties voldoende is, herinnert de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu de Commissie aan een vroegere verklaring in de volgende bewoordingen :

De Farmaceutische Inspectie controleert de handel in diergeneeskundige geneesmiddelen. De personeelssterkte van die Inspectie — 16 man — is echter ontoereikend. Daarom werd besloten ze met vier bijkomende inspecteurs uit te breiden.

De minister voegt eraan toe dat de formule van het register bij de apothekers, de groothandelaars en de dierenartsen reeds bij koninklijk besluit is vastgesteld. Voorts ligt een systeem voor het bijhouden van registers door veehouders ter studie.

Wat de kritiek betreft op het Instituut voor Veterinaire Keuring, verwijst de minister naar cijfers inzake de onderzoeken door het Instituut tijdens het eerste kwartaal van 1994. Daaruit blijkt dat in de slachthui-

le pourcentage des échantillons positifs est de 9 p.c. Ce pourcentage dépasse les résultats de 1993. Dans les exploitations agricoles, les analyses ont révélé 51 p.c. d'exploitations positives et 21 p.c. d'animaux positifs.

Le pourcentage assez bas de 9 p.c. dans les abattoirs s'explique par le fait que la plupart des substances interdites ont déjà disparu du corps de l'animal au moment de l'abattage. Pour cette raison, l'Institut d'expertise vétérinaire axe de plus en plus ses contrôles sur les exploitations agricoles où il est plus facile de déceler l'usage des substances interdites.

Le ministre déclare que toutes les entreprises qui fabriquent des produits pharmaceutiques sont contrôlées par l'Inspection pharmaceutique.

Le ministre estime que, grâce à la bonne volonté des fonctionnaires responsables, les résultats de la coopération entre les départements de l'Agriculture et de la Santé Publique sont tangibles. A la demande des deux ministres, les services concernés ont élaboré un premier schéma de proposition de collaboration répartissant les rôles des uns et des autres en mettant l'accent sur la nécessité d'une collaboration et d'un échange d'informations. Cette note, accompagnée d'un protocole d'accord, a été présentée au Conseil des ministres du 22 avril 1994.

Pour ce qui est de la pratique de la délation, le ministre observe qu'il s'agit, dans le domaine des substances à effet hormonal ou anti-hormonal, de lutter contre la criminalité organisée. La mafia des hormones dispose de moyens financiers très considérables. Vu l'ampleur du problème, il a bien fallu passer par la technique de la délation. Cela n'empêche que le Gouvernement ne parie pas essentiellement sur l'instrument de la délation, mais qu'il le considère comme une arme supplémentaire. En plus, cette disposition était déjà prévue dans les dispositions de la loi du 24 février 1921 sur les stupéfiants.

Quant à la non-nocivité de certaines substances visées par le projet de loi, le ministre déclare qu'à sa connaissance, il n'existe que 5 produits utilisés aux Etats-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande, qui ont été qualifiés de « safe » par le « Food and Drug Administration ».

Le ministre confirme, par ailleurs, que les noms de certains fournisseurs de substances à effet hormonal ou anti-hormonal sont effectivement connus. Des actions ont été menées contre ces gens, des Pro Justitia ont été dressés et suivent leur cours normal. Ils sont donc transmis au département de la Justice. La mission des services respectifs de l'Agriculture et de la Santé publique s'arrête là.

A la question concernant l'article 4, § 4, le ministre répond que les aliments normaux ne seront pas consi-

zen het percentage positieve stalen 9 pct. is. Dat percentage ligt hoger dan de resultaten voor 1993. In de landbouwbedrijven is bij analyses gebleken dat 51 pct. van de bedrijven en 21 pct. van de dieren positief zijn.

Het vrij lage percentage van 9 pct. in de slachthuizen kan worden verklaard doordat de meeste verboden stoffen reeds uit het lichaam van het dier zijn verdwenen op het ogenblik dat het geslacht wordt. Om die reden richt het Instituut van Veterinaire Keuring zijn controles meer op de landbouwbedrijven, waar het gemakkelijker is om het gebruik van verboden stoffen op te sporen.

De minister verklaart dat alle bedrijven die farmaceutische produkten produceren worden gecontroleerd door de Farmaceutische Inspectie.

De minister meent dat dank zij de goede wil van de verantwoordelijke ambtenaren, de samenwerking tussen de departementen van Landbouw en Volksgezondheid aanzienlijke resultaten heeft opgeleverd. Op verzoek van de twee ministers, hebben de betrokken diensten een eerste voorstel van samenwerking opgesteld met een onderlinge taakverdeling, waarbij de noodzaak van samenwerking en informatieuitwisseling wordt beklemtoond. Deze nota werd samen met een protocol van akkoord voorgelegd aan de Ministerraad van 22 april 1994.

Wat betreft de praktijk van de verklikking, merkt de minister op dat op het gebied van stoffen met hormonale of antihormonale werking, de strijd moet worden aangebonden tegen de georganiseerde misdaad. De hormonenmafia beschikt over aanzienlijke financiële middelen. Gezien de omvang van het probleem moest men wel zijn toevlucht nemen tot de techniek van de verklikking. Dat verhindert niet dat de Regering niet alles op deze techniek zet, maar daarin wel een bijkomend wapen ziet. Bovendien kwam deze bepaling reeds voor in de wet van 24 februari 1921 op de verdovende middelen.

Wat de onschadelijkheid betreft van sommige door de wet bedoelde stoffen verklaart de minister dat er volgens hem maar vijf produkten zijn in de Verenigde Staten, Australië en Nieuw-Zeeland, die door de « Food and Drug Administration » als « safe » worden beschouwd.

De minister bevestigt voorts dat de namen van sommige leveranciers van stoffen met hormonale of anti-hormonale werking bekend zijn. Tegen hen werd actie ondernomen, er worden pro justitia's opgemaakt en die volgen de normale weg. Zij werden dus overgezonden aan het Departement Justitie. Verder gaat de taak van de onderscheiden diensten van Landbouw en Volksgezondheid niet.

Op een vraag betreffende artikel 4, § 4, antwoordt de minister dat de normale voedingsmiddelen niet

dérés comme des substances à effet stimulateur de la production. Il y ajoute qu'une liste positive sera fixée par le Roi.

Le ministre souligne que les viandes importées sont déjà contrôlées. La Belgique ne peut pas aller à contre-courant de l'histoire. Nous vivons dans le cadre de l'Union européenne où existe la libre circulation des biens. La Belgique a été partie prenante à la négociation des accords du G.A.T.T. Nous devons donc respecter les dispositions qui régissent la libre circulation des biens. Cela n'empêche pas de procéder à des contrôles. Il est d'ailleurs prévu de les intensifier.

Le ministre s'engage à tout faire pour que les mesures que la Belgique prendra ne soient pas isolées à l'échelon international et pour que la Belgique — pour le moins au niveau européen — serve d'exemple en la matière.

Le ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture signale que l'on constate qu'il y a dans cette matière, non seulement un problème de santé publique, mais également un problème économique. L'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal crée, en effet, une inégalité en ce qui concerne la compétitivité tant vis-à-vis de l'étranger qu'au sein du secteur même. Il importe également de lutter contre l'utilisation d'hormones, si l'on veut assurer une plus grande sécurité juridique aux agriculteurs et aux commerçants d'animaux et de viande. Chacun doit pouvoir bénéficier du même traitement. Pour pouvoir garantir cette égalité, il faut également prévoir des mesures dissuasives.

En ce qui concerne les observations relatives à l'abus de médicaments pour animaux, le ministre signale que le projet de loi à l'examen vise, non pas le commerce des médicaments, mais l'administration aux animaux de substances à effet hormonal ou à effet anti-hormonal.

C'est la loi du 24 février 1921, dont des modifications ont déjà été approuvées par la Chambre des représentants, qui règle le commerce des médicaments. Il importe, pour une application optimale, que la loi précitée et la loi du 15 juillet 1985 soient modifiées simultanément.

Le ministre déclare ensuite que le problème de l'inégalité vis-à-vis de l'étranger, sur lequel plusieurs commissaires ont mis le doigt, n'a pas été vraiment abordé au cours des négociations sur le G.A.T.T. Dans son ensemble, le chapitre sanitaire et phytosanitaire ne forme qu'un élément assez faible des accords sur le G.A.T.T. La Commission européenne a toujours eu l'intention de régler cette question ultérieurement avec des pays tiers, de façon bilatérale ou multilatérale.

Le ministre souligne que les contrôles sur la viande importée sont effectués aux frontières extérieures européennes. Il est possible d'effectuer des contrôles

zullen worden beschouwd als stoffen die de produktie stimuleren. Hij voegt eraan toe dat een positieve lijst zal worden vastgesteld door de Koning.

De minister onderstreept dat het ingevoerde vlees reeds wordt gecontroleerd. België kan de klok niet terugdraaien. Wij leven binnen de Europese Unie waar een vrij verkeer van goederen is. België heeft deelgenomen aan de onderhandelingen over de G.A.T.T.-akkoorden. Wij moeten dus de bepalingen die het vrij verkeer van goederen regelen, respecteren. Dat belet niet dat controles kunnen worden uitgevoerd. Bedoeling is trouwens van die op te voeren.

De minister legt er zich op vast dat de maatregelen die België zal nemen niet geïsoleerd zullen staan op internationaal vlak en dat België althans op Europees niveau in deze zaken als voorbeeld zal dienen.

De minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw merkt op dat in deze problematiek niet alleen het probleem van de volksgezondheid rijst, doch ook een economisch probleem. Het gebruik van stoffen met hormonale of anti-hormonale werking schept immers een ongelijkheid in de concurrentieverhouding zowel ten aanzien van het buitenland als binnen de sector zelf. Het bestrijden van het hormonengebruik is ook belangrijk voor het verzekeren van een grotere rechtszekerheid voor de landbouwers en voor de handelaars in dieren en vlees. Iedereen moet op dezelfde manier worden behandeld. Om dit te kunnen waarborgen zijn er ook afschrikkende maatregelen nodig.

Wat de opmerkingen over het misbruik van diergeneesmiddelen betreft, wijst de minister erop dat dit wetsontwerp niet de handel in, maar wel het toedienen bij dieren van stoffen met hormonale en anti-hormonale werking beoogt.

De handel in geneesmiddelen wordt geregeld door de wet van 24 februari 1921, waarvoor in de Kamer van Volksvertegenwoordigers reeds wijzigingen zijn goedgekeurd. Voor een optimale toepassing is het belangrijk dat zowel de wet van 15 juli 1985 als voor-noemde wet gezamenlijk worden gewijzigd.

De minister verklaart voorts dat het probleem van de ongelijkheid ten opzichte van het buitenland, waarnaar verscheidene commissieleden hebben verwezen, tijdens de G.A.T.T.-onderhandelingen niet echt aan bod is gekomen. Het ganse sanitaire en fytosanitaire hoofdstuk is een eerder zwak onderdeel van de G.A.T.T.-akkoorden. De Europese Commissie is altijd van plan geweest dit vraagstuk later op bi- of multilaterale manier met derde landen te regelen.

De minister wijst erop dat de controles op het binnenkomend vlees worden uitgevoerd aan de buitengrenzen van de Europese Unie. Strengere

plus sévères à l'intérieur de nos frontières. La législation belge est plus sévère actuellement que celle des autres pays de l'Union européenne. La Belgique s'attend à ce que le Parlement européen, et, ultérieurement, la Commission européenne, décident de renforcer la sévérité des normes européennes et de les rapprocher ainsi au maximum des normes belges.

Le ministre déclare qu'il est plus facile d'effectuer des contrôles sur des animaux vivants que sur de la viande, parce que l'on peut réaliser beaucoup plus de tests sur des animaux vivants (sur l'urine, sur le fumier). Les techniques ne cessent de s'améliorer dans ce domaine.

Le Gouvernement a pris la décision politique d'adapter la législation nationale sans encore attendre qu'une nouvelle directive européenne sur les hormones soit approuvée.

Au cours de la présidence belge, l'on a demandé à la Commission européenne de présenter une proposition de directive concernant le problème des hormones, ce qu'elle a fait. Il paraissait cependant invraisemblable que le Parlement européen puisse émettre un avis avant les élections européennes. S'il y arrivait, les services de l'Union européenne devraient en tout cas examiner cet avis.

Le ministre dit craindre que la nouvelle « directive hormones » ne soit discutée, par le Conseil de ministres européens, qu'à la fin de 1994. En attendant, la Belgique s'est déjà inspirée, autant que possible, de la proposition de la Commission européenne.

Le ministre ajoute que le projet ne doit pas avoir seulement un effet dissuasif. Pour commencer, il offre aux instances judiciaires des moyens plus efficaces pour infliger des sanctions. Pour ce qui est de la surveillance du secteur, le projet prévoit, d'ailleurs, beaucoup plus de moyens de contrôle qu'il y en avait jusqu'à présent. Ensuite, les mesures pénales économiques vont bien plus loin. Elles peuvent aller jusqu'à la saisie provisoire, la saisie définitive et la destruction des animaux et, même, à la fermeture de l'entreprise. C'est au tribunal qu'il appartient de décider de la fermeture éventuelle ou non d'une entreprise. Les modifications apportées à la législation dépassent donc largement le cadre de l'aggravation de la peine. A cet égard, le ministre renvoie plus précisément aux dispositions de l'article 10.

Le ministre attire l'attention de la commission sur le fait que la discussion de principe sur l'éventuelle adaptation des amendes à la capacité financière des prévenus est en cours depuis très longtemps. Dans les années 70, le ministre de l'époque, M. Vranckx, avait déjà déposé un projet de loi dans ce sens. Le Parlement l'avait alors rejeté. L'actuel ministre de la Justice aurait, lui aussi, déposé un projet de loi poursuivant le

contrôles binnen onze grenzen zijn mogelijk. De Belgische wetgeving is momenteel strenger dan die in de andere landen van de Europese Unie. België verwacht van het Europese Parlement en later van de Europese Commissie dat ze zullen beslissen om de Europese normen op het strengere Belgische niveau te brengen.

De minister stelt dat de controles op levende dieren gemakkelijker zijn dan op vlees omdat daar veel meer mogelijkheden zijn (testen op urine, mest). De technieken op dit vlak worden voortdurend verbeterd.

De Regering heeft de politieke beslissing genomen om voor de aanpassing van de nationale wetgeving niet langer meer te wachten op de goedkeuring van een nieuwe Europese richtlijn over de hormonen.

Tijdens het Belgisch voorzitterschap is aan de Europese Commissie een voorstel van richtlijn inzake hormonen gevraagd. De Commissie heeft een dergelijk voorstel dan ook gedaan. Zij achtte het echter onwaarschijnlijk dat het Europese Parlement nog vóór de Europese verkiezingen een advies zou uitbrengen. In voorkomend geval zouden de diensten van de Europese Unie het advies vooralsnog dienen te verwerken.

De minister vreest dat de nieuwe « hormonенrichtlijn » pas eind 1994 in de Europese ministerraad zal worden besproken. Intussen heeft België zich reeds zoveel mogelijk laten inspireren door het voorstel van de Europese Commissie.

De minister voegt hieraan toe dat het ontwerp niet alleen een afschrikkingseffect beoogt. In de eerste plaats stelt het ontwerp meer efficiënte middelen ter beschikking van de gerechtelijke instanties om sancties op te leggen. Overigens worden veel meer controlemiddelen ter opvolging van de sector voorzien dan tot hiertoe het geval was. Voorts gaan de economische strafmaatregelen veel verder. Ze gaan van een voorlopige, over een definitieve inbeslagneming en vernietiging van dieren tot en met de sluiting van het bedrijf. De eventuele sluiting van een bedrijf moet door de rechtbank worden uitgesproken. De aangebrachte wijzigingen in de wetgeving reiken dus veel verder dan het verhogen van de strafmaat. De Minister verwijst hiervoor meer bepaald naar de bepalingen van artikel 10.

De minister vestigt er de aandacht van de Commissie op dat de principiële discussie over het eventueel aanpassen van de boetes aan de financiële draagkracht van de beklaagden, reeds zeer lang aan de gang is. In de jaren zeventig heeft de toenmalige minister Vranckx reeds een wetsontwerp in die zin ingediend. Het Parlement heeft dit toen verworpen. Ook de huidige minister van Justitie zou — tot hiertoe even-

même objectif — mais sans résultat positif à ce jour. Le problème crucial est l'inégalité en cas de comparution devant le juge.

Une éventuelle adaptation de la législation en matière de droit pénal pourrait être décidée en ce qui concerne non seulement l'utilisation de substances interdites à effet hormonal ou anti-hormonal, mais toutes les infractions, de quelque nature qu'elles soient.

Le projet de loi en discussion repose sur le principe de la responsabilité des juges, qui, lorsqu'ils prononcent un jugement, peuvent imposer, parmi un large éventail de peines, celle qui répond le mieux aux faits punissables.

En ce qui concerne la coopération avec la Justice de personnes qui auraient été impliquées dans le trafic d'hormones, le ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture fait observer que les dispositions de l'article 14, § 5, reproduisent mot à mot celles de la loi du 24 février 1921.

L'application de ce texte n'a encore jamais posé de problèmes. Ces dispositions, qui ont été insérées dans le projet à la demande du Gouvernement, ne sont pas dénuées d'importance. Il arrive à de « très petites » gens de subir de lourdes pressions quant à leur revenu et de se retrouver impliqués contre leur gré dans de telles pratiques douteuses. Il semble opportun, dès lors, de leur donner une chance de coopérer avec la Justice. Le ministre estime, du reste, que cette méthode peut donner de bons résultats dans le milieu en question, qui peut engager des moyens financiers quasiment illimités. Il souligne, toutefois, que cette méthode est utilisée par la Justice; ce n'est pas un moyen mis à la disposition des services de police. Il est surtout employé par le juge d'instruction, la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation. Ces organes doivent juger si la collaboration apportée est suffisamment objective et neutre pour contribuer à faire progresser l'instruction.

En ce qui concerne le souhait, émis par un membre, que l'on se garde d'autoriser les vétérinaires agréés à avoir leur propre pratique — il faut, en effet, assurer leur indépendance —, le ministre rappelle les raisons historiques pour lesquelles le choix s'est porté sur de tels vétérinaires. Si, en théorie, le ministre préfère voir le nombre des vétérinaires-fonctionnaires augmenter, la politique qu'il faudrait pour cela lui paraît inapplicable. Le système des vétérinaires agréés a déjà prouvé son efficacité dans d'autres domaines également. Les vétérinaires agréés voient leur champ d'action et leurs activités limités et ils sont soumis au contrôle d'un vétérinaire fonctionnaire. Ils sont envoyés sur le terrain en qualité de fonctionnaires chargés de missions. Le ministre espère que ce système permettra d'obtenir de bons résultats.

min zonder positief gevolg — een wetsontwerp met hetzelfde oogmerk hebben ingediend. Het kernprobleem hier is de ongelijkheid bij het verschijnen voor de rechter.

Een eventuele aanpassing van de wetgeving inzake strafrecht zou niet alleen voor het gebruik van verboden stoffen met een hormonale of een anti-hormonale werking van toepassing mogen zijn, maar voor alle misdrijven van welke aard dan ook.

Dit wetsontwerp gaat uit van het principe van de verantwoordelijkheid van de rechters die bij het vellen van een vonnis uit een breed gamma van straffen er één kunnen opleggen die het best met de strafbare feiten overeenstemt.

In verband met de medewerking met het gerecht van personen die in de hormonenhandel betrokken zouden zijn geweest, merkt de minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw op dat de bepalingen van artikel 14, § 5, woord voor woord uit de wet van 24 februari 1921 zijn overgenomen.

De toepassing van deze tekst heeft nog nooit tot problemen aanleiding gegeven. Deze bepalingen, in het ontwerp ingevoegd op vraag van de Regering, zijn niet zonder belang. Soms raken zeer « kleine » mensen onder zware inkomensdruk en tegen hun wil in bij deze onfrisse praktijken betrokken. In die omstandigheden lijkt het verantwoord hen een kans te geven met het gerecht mee te werken. De minister is overigens van mening dat deze methode in het betrokken milieu dat quasi onbeperkte financiële middelen kan inzetten, tot goede resultaten kan leiden. De minister beklemtoont evenwel dat deze methode door het gerecht wordt aangewend; het betreft geen middel dat ter beschikking van de politiediensten wordt gesteld. Deze methode wordt vooral gehanteerd door de onderzoeksrechter, de Raadkamer en de Kamer van inbeschuldigingstelling. Die organen moeten oordelen of de verleende medewerking voldoende objectief en neutraal is om tot de vooruitgang van het onderzoek bij te dragen.

Met betrekking tot de wens van een lid dat erkende dierenartsen om redenen van onafhankelijkheid geen eigen praktijk zouden mogen hebben, herinnert de minister aan de historische redenen waarom toch voor dergelijke dierenartsen is gekozen. Hoewel de uitbreiding van het aantal dierenartsen-ambtenaren theoretisch de voorkeur van de minister wegdraagt, lijkt deze politiek niet haalbaar. Het systeem van de erkende dierenartsen heeft ook op andere terreinen reeds zijn efficiëntie bewezen. De erkende dierenartsen worden in hun actieradius en in hun handelingen beperkt en staan steeds onder toezicht van een dierenarts-ambtenaar. Zij worden in de hoedanigheid van ambtenaar met een missie op het terrein gestuurd. De minister hoopt met dit systeem tot goede resultaten te komen.

Le ministre concède qu'il existe un problème de coopération entre les départements de la Santé publique et de l'Agriculture. A l'issue de longues discussions, des accords de principe ont été conclus en ce qui concerne non seulement le secteur de la viande, mais aussi celui des denrées alimentaires et des produits laitiers. Les compétences respectives sont clairement délimitées. Après approbation en Conseil des ministres, le protocole sera mis au point dans tous ses détails. L'objectif est de renforcer les possibilités de contrôle des deux départements en éliminant les doubles contrôles et en prévoyant l'échange de résultats des enquêtes.

Le ministre de l'Agriculture répond à la question relative au § 4 de l'article 4, qu'il faut lire ce dernier dans son ensemble. Il réglemente quatre catégories de substances, dont la dernière n'est, en fait, pas définie spécialement. Elle englobe toutes les substances qui ont un effet stimulateur de production. Certaines de ces substances doivent encore être développées. D'autres existent déjà, mais sans qu'on le sache. Pour que l'on puisse réagir sans délai à l'évolution rapide dans le secteur, la liste des produits interdits sera arrêtée par le Roi.

Un commissaire constate que, dans la pratique de l'engraissement, les entreprises qui fabriquent des aliments pour bétail y incorporent encore souvent des antibiotiques, des corticoïdes, des vitamines, des « hormones », etc. L'ajout de ces substances a pour but un traitement préventif généralisé systématique pour l'ensemble des bêtes à engraisser.

Cette pratique sera-t-elle encore acceptée?

Le ministre de l'Agriculture rappelle que l'incorporation d'antibiotiques et de substances similaires dans les aliments pour animaux est régie par la loi de 1983 relative aux aliments médicamenteux. Il existe encore une autre législation concernant l'ajout de substances favorisant la digestibilité. Le ministre souligne qu'au cours de la discussion des articles, il apparaîtra plus clairement que le projet de loi prévoit des exceptions en ce qui concerne certaines substances admises pour des raisons thérapeutiques et zootechniques. Les limites dans lesquelles ces substances pourront être utilisées seront cependant strictement réglementées.

L'intervenant précédent attire encore l'attention sur l'importation des abats et autres sous-produits à base de viande destinés notamment à l'alimentation des animaux de compagnie. Selon l'intervenant, ces importations ne sont pas contrôlées. Or, du point de vue économique, elles représentent un chiffre d'affaires très important. Ne faut-il pas pousser les contrôles jusque-là?

Le commissaire estime enfin qu'un contrôle plus sévère sur le trafic des médicaments et des hormones

De minister beaamt dat er een probleem van samenwerking tussen de departementen van Volksgezondheid en Landbouw is. Na lange besprekingen zijn er principiële akkoorden gesloten niet alleen voor de vleessector, maar ook voor de voedingswaren en de zuivelprodukten. De respectieve bevoegdheden zijn duidelijk afgebakend. Na goedkeuring in de Ministerraad zal het protocol verder in al zijn details worden uitgewerkt. De bedoeling bestaat erin de controlemogelijkheden van beide departementen op te voeren door het wegwerken van dubbele controles en door de uitwisseling van onderzoeksresultaten.

Op de vraag met betrekking tot artikel 4, § 4, antwoordt de minister van Landbouw dat het artikel 4 in zijn geheel dient te worden gelezen. In het betrokken artikel worden vier categorieën van stoffen gereguleerd. De laatste categorie wordt in feite niet nader gepreciseerd. Het betreft alle stoffen die een produktiestimulerende werking hebben. Sommige van die stoffen moeten nog worden ontwikkeld of het bestaan ervan is nog niet bekend. Om onmiddellijk op de snelle evolutie in de sector te kunnen reageren, zal de lijst met verboden produkten door de Koning worden vastgesteld.

Een lid stelt vast dat het er bij het fokken zo aan toegaat dat bedrijven die veevoeders produceren, daar nog vaak antibiotica, corticoïden, vitamines en « hormonen », enz. in verwerken. Dat men deze stoffen eraan toevoegt heeft tot doel te zorgen voor een stelselmatige, veralgemeende, en preventieve behandeling voor alle vet te mesten dieren.

Kan die handelwijze voortaan nog door de beugel?

De minister van Landbouw herinnert eraan dat het verwerken van antibiotica en dergelijke in de veevoeders geregeld is door een wet van 1983 wat betreft de diervoeders met medicinale werking. Er bestaat nog een andere wetgeving rond het toevoegen van stoffen die de spijsvertering bevorderen. De minister wijst erop dat bij de artikelsgewijze bespreking duidelijker zal worden dat in het wetsontwerp uitzonderingen zijn opgenomen voor stoffen die zullen worden toegelaten om therapeutische en zoötechnische redenen. De limieten waarbinnen deze stoffen zullen mogen worden gebruikt, zullen echter streng worden gereguleerd.

Vorige spreker wijst voorts nog op de invoer van slachtafval en andere bijprodukten op basis van vlees die onder meer dienen om gezelschapsdieren te voeren. Volgens spreker bestaat er geen controle op die invoer. Nu is het zo dat die economisch gezien een grote omzet kennen. Moet men dus ook niet voor controle zorgen?

Tot slot meent het lid dat er een meer stringente controle moet komen op de handel in geneesmiddelen

s'impose. En effet, il est encore beaucoup trop facile de se rendre dans les pays voisins et de se fournir toutes les substances voulues. Pour tenter d'y remédier, le membre fait référence aux actions concertées dans le cadre de la lutte contre la drogue. En plus, il faudrait essayer de rechercher les fabricants. Il est clair que le premier bénéficiaire de toute la filière des hormones est le fabricant. Il s'agit ici d'une fraude organisée à l'échelle internationale.

Un dernier intervenant souhaite que le ministre lui dise si les rumeurs concernant une nouvelle économie de 80 millions de francs dans le secteur des experts indépendants sont fondées. Dans l'affirmative, peut-on garantir que les contrôles continueront à être efficaces à l'avenir?

Le ministre de la Santé publique affirme que le chiffre dont l'intervenant a parlé repose sur une réalité. Il est vrai que l'Institut d'expertise vétérinaire a demandé un budget de 900 millions de francs. L'Inspection des Finances n'est toutefois pas certaine que ce montant soit absolument nécessaire pour que l'Institut puisse remplir sa fonction d'une manière correcte. Les concertations relatives au budget de l'I.E.V. sont toujours en cours.

III. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Articles 1^{er} à 3

Ces articles ne donnent lieu à aucune question ou observation.

Ils sont adoptés à l'unanimité des 27 membres présents.

Article 4

MM. Cuyvers, Maertens et Meesters déposent un amendement, rédigé comme suit:

« Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« A l'article 3 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 17 février 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Le § 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. La prescription et l'administration aux animaux de toute forme de stilbènes, dérivés, sels et esters stilbéniques, de substances à effet thyrostatique ainsi que de substances à effet bêta-adrénergique qui ne sont pas enregistrées comme médicament vétérinaire, sont interdites. »

2^o Le § 3 est remplacé comme suit :

« § 3. La prescription et l'administration aux animaux d'exploitation de substances à effet hormo-

en et hormones. Het is immers nog altijd te gemakkelijk om naar de buurlanden te gaan om daar alle stoffen aan te kopen die men maar wil. Voor een mogelijke oplossing verwijst het lid naar de gecoördineerde acties in het kader van de drugsbestrijding. Daarenboven zou men de producenten moeten opsporen. Het is maar al te duidelijk dat de producent de grootste belangen heeft in de hormonenhandel. Die fraude wordt georganiseerd binnen een internationaal netwerk.

Een laatste spreker wenst van de ministers te vernemen of de geruchten omtrent een nieuwe besparing van 80 miljoen frank in de sector van de zelfstandige keurders gegrond zijn. Indien dit zo is, kan dan worden gegarandeerd dat de controles in de toekomst efficiënt zullen blijven verlopen?

De minister van Volksgezondheid bevestigt dat de bedragen die spreker heeft aangehaald, met de werkelijkheid overeenstemmen. Het klopt dat het Instituut voor Veterinaire Keuring gevraagd heeft te kunnen beschikken over een bedrag van 900 miljoen frank. De Inspectie van Financiën is echter nog niet zo zeker dat dit bedrag wel absoluut nodig is opdat het Instituut zijn taak naar behoren zou kunnen uitvoeren. Het begrotingsoverleg over het I.V.K. is nog altijd aan de gang.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikelen 1 tot 3

Deze artikelen geven geen aanleiding tot vragen of opmerkingen.

Ze worden aangenomen bij eenparigheid van de 27 aanwezige leden.

Artikel 4

De heren Cuyvers, Maertens en Meesters dienen een amendement in dat ertoe strekt:

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 februari 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Het voorschrijven en het toedienen aan dieren van om het even welke soort van stilbenen, stilbeenderivaten, zouten en esters ervan, van stoffen met thyreostatische werking evenals van stoffen met beta-adrenergische werking die niet geregistreerd zijn als diergeneesmiddel is verboden. »

2^o Paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. Het voorschrijven en het toedienen aan landbouwdieren van stoffen met hormonale of anti-

nal ou antihormonal autres que celles visées aux §§ 1^{er} et 2 ainsi que de substances à effet bêta-adrénergique enregistrées comme médicament vétérinaire sont interdites, sauf en vue d'un traitement thérapeutique.»

3^o L'article est complété par un § 4, rédigé comme suit:

«§ 4. La prescription et l'administration aux animaux d'exploitation de substances à effet stimulateur de production, dont la liste est fixée par le Roi, sont interdites, sauf en vue d'un traitement thérapeutique.»

Justification

Le projet de loi laisse subsister malgré tout des possibilités d'abus non négligeables. L'article 12 dispose que les animaux traités illégalement à l'aide de substances à effet bêta-adrénergique comme le clenbutérol ne doivent pas être abattus immédiatement, mais ne peuvent être mis en vente, etc., pendant au moins 28 jours. Le problème est que le texte proposé vise toutes les substances à effet bêta-adrénergique, c'est-à-dire aussi une série de substances qui ne sont pas des médicaments vétérinaires, comme le clenbutérol. Or, ces substances sont précisément utilisées de plus en plus ces derniers temps pour stimuler la production. Il faut juguler cette pratique. Mieux vaudrait donc que les animaux qui ont été traités à l'aide de ces substances doivent être abattus immédiatement, comme c'est le cas pour les animaux traités aux stilbènes, aux substances à effet œstrogène, etc. Tel est l'objet du présent amendement.

Il est déposé un amendement subsidiaire, libellé comme suit:

« Au § 4 proposé, supprimer les mots « dont la liste est fixée par le Roi. »

Justification

Grâce à la suppression de l'obligation d'élaborer la liste par la voie d'un arrêté royal, l'on évite que les pouvoirs publics ne perdent du temps lorsqu'ils interviennent à l'encontre de nouveaux produits ou de nouvelles compositions qui sont déjà utilisés sur le terrain ou qui peuvent l'être.

Le ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement déclare que le problème soulevé dans l'amendement principal est en fait réglé par la directive européenne 90/676 qui a modifié la directive 81/85. Cette directive a été transposée en droit national.

Elle prévoit déjà que l'usage de substances non contenues dans un médicament enregistré est interdit.

hormonale werking andere dan die bedoeld in de §§ 1 en 2 alsook van stoffen met beta-adrenergische werking die geregistreerd zijn als diergeneesmiddel zijn verboden behalve voor een therapeutische behandeling.»

3^o Het artikel wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt:

«§ 4. Het voorschrijven en het toedienen aan landbouwdieren van stoffen met produktiestimulerende werking, waarvan de lijst wordt vastgesteld door de Koning, zijn verboden behalve voor een therapeutische behandeling.»

Verantwoording

Het wetsontwerp laat toch nog een belangrijke achterpoort open voor mistoestanden. Artikel 12 bepaalt dat dieren, onwettelijk behandeld met stoffen met beta-adrenergische werking zoals clenbuterol, niet onmiddellijk moeten afgemaakt worden, maar niet mogen verhandeld worden e.d. gedurende ten minste 28 dagen. Probleem is dat de voorliggende tekst slaat op alle stoffen met beta-adrenergische werking, dus ook een reeks stoffen die geen diergeneesmiddel zoals clenbuterol zijn. Juist deze stoffen worden de laatste tijd meer en meer gebruikt om de produktie te stimuleren. Hier moet paal en perk worden aan gesteld. Het zou dan ook beter zijn dat dieren die behandeld zijn met deze stoffen onmiddellijk moeten afgemaakt worden, zoals het geval is bij dieren behandeld met stilbenen, stoffen met oestrogene werking, enz. Het amendement strekt ertoe dit in het wetsontwerp op te nemen.

Subsidiair wordt voorgesteld:

« In hetzelfde lid, in de voorgestelde § 4, te doen vervallen de woorden « waarvan de lijst wordt vastgesteld door de Koning. »

Verantwoording

De schrapping van de noodzaak de lijst samen te stellen bij koninklijk besluit vermijdt tijdverlies in het optreden van de overheid tegen nieuwe produkten of nieuwe samenstellingen die op het terrein reeds gebruikt worden of kunnen gebruikt worden.

De minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu verklaart dat de problematiek die in het amendement in hoofddeorde wordt aangehaald, feitelijk wordt ondervangen door de Europese richtlijn 90/676 die zelf de richtlijn 81/85 wijzigde. Deze richtlijn is omgezet in de nationale wetgeving.

Die verbiedt nu reeds stoffen te gebruiken die niet voorkomen in een geregistreerd geneesmiddel. Daar

Par ailleurs, le projet de loi (art. 5, 2^o) permet de fixer des limites physiologiques pour n'importe quelle substance.

L'auteur estime que les solutions proposées dans le cadre de l'amendement sont plus claires que celles qui sont inscrites dans le texte du projet.

Le ministre souligne qu'il convient d'établir une distinction claire et nette entre l'enregistrement, d'une part, et l'administration de médicaments vétérinaires, d'autre part. Il s'agit de deux choses qui relèvent de législations différentes. Le projet n'a nullement pour objet de régler l'enregistrement des médicaments vétérinaires. Une législation spécifique existe à cet égard. Le projet de loi vise à régler l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal à effet bêta-adrénergique ou à effet stimulateur de production.

Un membre demande si, au cas où l'on constaterait des abus en matière d'utilisation de substances à effet bêta-adrénergique, le ministre déposera rapidement un projet de loi visant à combattre de tels abus.

Le ministre se dit conscient des problèmes qui existent en la matière et il ajoute que le projet vise, notamment, à réprimer ces abus.

L'amendement principal et l'amendement subsidiaire sont rejetés par 23 voix contre 4.

L'article 4 est adopté par 26 voix et 4 abstentions.

Articles 5 à 10

Ces articles ne donnent lieu à aucune discussion.

Ils sont adoptés à l'unanimité des 29 membres présents.

Article 11

MM. Cuyvers, Maertens et Meesters déposent un amendement libellé comme suit :

« Au premier alinéa de l'article 9 proposé, insérer, à l'avant-dernière ligne, après les mots « visées aux articles 3 et 4 », les mots « et/ou leurs éléments décomposés toxiques dont la concentration dépasse la limite de détection. »

Justification

Il n'y a pas que les substances initiales qui peuvent être nuisibles à la santé. Il y a également certaines substances issues de leur décomposition. Par mesure de précaution, il faut veiller à ce que la concentration admise de ces substances soit inférieure à la limite de détection.

komt nog bij dat men volgens ontwerp-artikel 5, 2^o, de fysiologische maximumgrenzen kan vaststellen voor welke stof ook.

De auteur meent dat het amendement duidelijker oplossingen biedt dan de tekst van het ontwerp.

De minister wijst erop dat een duidelijk onderscheid dient te worden gemaakt tussen enerzijds de registratie en anderzijds de toediening van diergeneesmiddelen. Deze twee noties vallen elk onder een verschillende wetgeving. Het ontwerp beoogt geenszins de registratie van diergeneesmiddelen te regelen. Daarentrent bestaat een specifieke wetgeving. Het wetsontwerp poogt het gebruik van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking te regelen.

Een lid vraagt of indien misbruiken met beta-adrenergische stoffen zouden worden vastgesteld, de minister dan snel een wetsontwerp *ad hoc* zal indienen teneinde deze misbruiken te bestrijden.

De minister verklaart zich van de problemen ter zake bewust te zijn en hij voegt eraan toe dat het ontwerp onder meer voorziet om deze misbruiken te bestraffen.

Het amendement in hoofdde en het subsidiair amendement worden verworpen met 23 tegen 4 stemmen.

Artikel 4 wordt aangenomen met 26 stemmen, bij 4 onthoudingen.

Artikelen 5 tot 10

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking.

Ze worden aangenomen bij eenparigheid van de 29 aanwezige leden.

Artikel 11

De heren Cuyvers, Maertens en Meesters dienen een amendement in luidende :

« In het voorgestelde artikel 9, eerste lid, op de op één na laatste regel, tussen de woorden « stoffen » en « bedoeld » in te voegen de woorden « en/of hun toxische afbraakprodukten in een concentratie boven de detectielimiet. »

Verantwoording

Niet alleen de oorspronkelijke stoffen maar ook sommige afbraakprodukten kunnen schadelijk zijn voor de gezondheid. Uit voorzorg moet de toelaatbare concentratie van die stoffen kleiner zijn dan de detectielimiet.

Le ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture déclare que le Gouvernement donne, à la notion de « résidu », un sens encore plus large que celui qu'elle a dans l'amendement. La notion de « résidu » définie à l'article 9 modifié de la loi du 15 juillet 1985, est une notion générale pour le Gouvernement. C'est le terme généralement utilisé en la matière. Cet article vise très clairement à ce que les mesures visées à l'article 9 de la loi soient applicables tant qu'un contrôle révèle l'existence d'un élément décomposé quelconque d'une des substances visées aux articles 3 et 4 de la loi.

Le ministre souligne, d'ailleurs, que toute la teneur du projet vise à prendre des mesures qui aillent le plus loin possible.

A la suite de cette déclaration, l'amendement est retiré par ses auteurs.

L'article 11 est ensuite adopté à l'unanimité des 29 membres présents.

Articles 12 et 13

Ces articles ne font l'objet d'aucune question.

Ils sont également adoptés à l'unanimité des 29 membres présents.

Article 14

A cet article, MM. Cuyvers, Maertens et Meesters déposent l'amendement suivant :

« A l'article 10 proposé, § 3, quatrième ligne, insérer entre les mots « des choses » et les mots « formant l'objet », les mots « et des bêtes. »

Justification

Le fait de mentionner le bétail clarifie les choses, car le juge pourrait donner au terme « chose » la signification d'objet non vivant.

Le ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture déclare que, dans l'optique du Gouvernement, des animaux peuvent également faire partie des choses formant l'objet de l'infraction ou de celles qui ont servi ou qui étaient destinées à la commettre. En effet, les infractions en question ne peuvent être commises sans l'animal. Par conséquent, les animaux constituent des choses essentielles formant l'objet des infractions à la présente loi, ou ayant servi à les commettre. Il ne fait donc aucun doute que ces animaux peuvent également être confisqués.

L'amendement est retiré.

L'article 14 est également adopté à l'unanimité des 29 membres présents.

De minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw verklaart dat de Regering het begrip « residu » zelfs nog breder ziet dan de manier waarop het in het amendement wordt omschreven. De notie « residu », zoals in het gewijzigde artikel 9 van de wet van 15 juli 1985 opgenomen, is in de ogen van de Regering een algemeen begrip. Het gaat om de gebruikelijke term aangewend in deze materie. Het is zeer duidelijk de bedoeling van dit artikel dat, zolang er (bij controle) ook maar ergens enig afbraakproduct van de stoffen bedoeld in de artikelen 3 en 4 van de wet, wordt aangetroffen, de maatregelen gestipuleerd in artikel 9 van de wet van toepassing zijn.

De minister wijst er overigens op dat de ganse teneur van het ontwerp erin bestaat maatregelen te nemen die zo ver mogelijk strekken.

Ten gevolge van deze verklaring, wordt het amendement teruggenomen.

Artikel 11 wordt vervolgens aangenomen bij eenparigheid van de 29 aanwezige leden.

Artikelen 12 en 13

Deze artikelen geven geen aanleiding tot vragen.

Ze worden eveneens aangenomen bij eenparigheid van de 29 aanwezige leden.

Artikel 14

Bij dit artikel dienen de heren Cuyvers, Maertens en Meesters het volgende amendement in :

« In het voorgestelde artikel 10, § 3, op de vijfde regel, tussen de woorden « zaken » en « die het voorwerp... », in te voegen de woorden « en het vee. »

Verantwoording

De vermelding van vee vermijdt onduidelijkheid aangezien de rechter het begrip zaken zou kunnen definiëren als niet-levende objecten.

De minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw verklaart dat in de visie van de Regering ook dieren behoren tot de zaken die het voorwerp van het misdrijf uitmaken of die gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van het misdrijf. De bedoelde misdrijven kunnen niet worden gepleegd zonder het dier. Bijgevolg zijn de dieren essentiële zaken die het voorwerp uitmaken of gediend hebben tot het plegen van de door deze wet bepaalde misdrijven. Er mag dus geen twijfel over bestaan dat ook deze dieren kunnen worden verbeurd verklaard.

Het amendement wordt teruggenomen.

Artikel 14 wordt eveneens aangenomen bij eenparigheid van de 29 aanwezige leden.

Article 15

MM. Cuyvers, Maertens et Meesters déposent l'amendement suivant:

« Remplacer cet article par les dispositions suivantes :

« Les modifications suivantes sont apportées à l'article 11 de la même loi :

1^o Le § 1^{er} est complété par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Les arrêtés royaux pris en vertu du présent article sont abrogés lorsqu'ils n'ont pas été ratifiés par les Chambres législatives dans les deux années qui suivent leur publication au Moniteur belge. »

2^o Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Toute infraction aux dispositions prises en vertu du § 1^{er}, pour laquelle l'article 10 n'a pas prévu de peine, est punie des peines que détermine le Roi et qui ne peuvent être inférieures à un emprisonnement de six mois et/ou à une amende de mille francs, ni supérieures à un emprisonnement de cinq ans et/ou à une amende de cent vingt mille francs. »

Justification

1^o La délégation au pouvoir exécutif prévue dans le texte actuel va trop loin. Le minimum nous paraît être d'associer le Parlement post factum. Le présent amendement reprend le texte qu'il est prévu d'insérer dans la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.

2^o On ne prononce quasi jamais un emprisonnement de huit jours.

Le ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement rappelle que les peines appliquées en cas d'infraction, dont l'article 10 n'a pas encore fixé le taux, seront déterminées par la voie d'un arrêté royal. En fixant dès à présent des peines minimales, le Gouvernement ferait preuve d'incohérence. Le ministre admet que, lorsque l'on prononce une peine d'emprisonnement de moins de six mois, les chances de voir l'inculpé purger sa peine sont minimales.

Cela n'empêche pas qu'il faille accepter que le taux de la peine soit symbolique en cas d'infraction légère. Le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire doivent prendre leurs responsabilités en la matière. En l'occurrence, le législateur joue son rôle sans plus, à savoir manifester sa volonté d'intensifier les contrôles et d'augmenter le taux des peines. Il appartient aux juges de prononcer des peines en tenant compte de cette intention du législateur.

Artikel 15

De heren Cuyvers, Maertens en Meesters dienen het volgende amendement in :

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Aan § 1 wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De krachtens dit artikel genomen koninklijke besluiten worden opgeheven wanneer ze niet door de Wetgevende Kamers bekrachtigd werden binnen twee jaar na hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad. »

2^o Paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Elke overtreding van de krachtens § 1 vastgestelde bepalingen waarop geen straf is gesteld bij artikel 10, wordt gestraft met de straffen die de Koning bepaalt en die niet lager mogen zijn dan een gevangenisstraf van zes maanden en/of een geldboete van duizend frank en niet hoger dan een gevangenisstraf van vijf jaar en/of een geldboete van honderd-twintig duizend frank. »

Verantwoording

1^o De huidige tekst houdt een te verregaande delegatie naar de uitvoerende macht in. Een minimum lijkt ons het Parlement hier post factum bij te betrekken. Het amendement is dezelfde tekst als die in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antibiotica.

2^o Een gevangenisstraf van acht dagen wordt quasi nooit uitgesproken.

De minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu brengt in herinnering dat de straffen voor overtredingen waarvoor artikel 10 nog geen strafmaat bepaalt, bij koninklijk besluit zullen worden vastgesteld. Nu reeds minimumstraffen vastleggen zou van incoherentie vanwege de Regering blijk geven. De minister geeft toe dat wanneer een gevangenisstraf van minder dan zes maanden wordt uitgesproken, de kans zeer klein is dat ze effectief moet worden uitgezeten.

Dit belet evenwel niet dat moet worden aanvaard dat wanneer een overtreding zeer licht is, de strafmaat symbolisch moet kunnen zijn. Zowel de wetgevende als de rechterlijke macht dienen hierin hun verantwoordelijkheid te nemen. De wetgever beperkt zich hier tot zijn rol: blijk geven van zijn wil om de controles en de strafmaten op te voeren. Het is aan de rechters om straffen uit te spreken rekening houdende met voormelde bedoeling van de wetgever.

Le ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture croit que ce qui est proposé au *primo* de l'amendement ne serait à sa place que dans une législation de pouvoirs spéciaux.

Les deux parties de l'amendement sont rejetées par 26 voix contre 4.

L'article est adopté par 26 voix contre 4.

Article 16

Cet article ne donne lieu à aucune discussion.

Il est adopté à l'unanimité des 30 membres présents.

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 26 voix et 4 abstentions.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le Rapporteur,
Erik MATTHIJS.

Les Présidents,
Achille DIEGENANT.
Joseph HOUSSA.

In verband met het *primo* van het amendement gelooft de minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw dat het voorgestelde alleen thuishoort in het kader van een bijzondere machtenwetgeving.

De beide delen van het amendement worden verworpen met 26 tegen 4 stemmen.

Het artikel wordt aangenomen met 26 stemmen, bij 4 onthoudingen.

Artikel 16

Dit artikel geeft geen aanleiding tot bespreking.

Het wordt aangenomen bij eenparigheid van de 30 aanwezige leden.

Het ontwerp van wet in zijn geheel wordt aangenomen met 26 stemmen, bij 4 onthoudingen.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het uitbrengen van dit verslag.

De Rapporteur,
Erik MATTHIJS.

De Voorzitters,
Achille DIEGENANT.
Joseph HOUSSA.